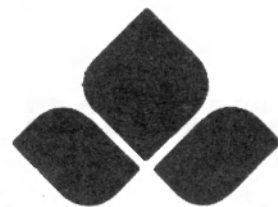


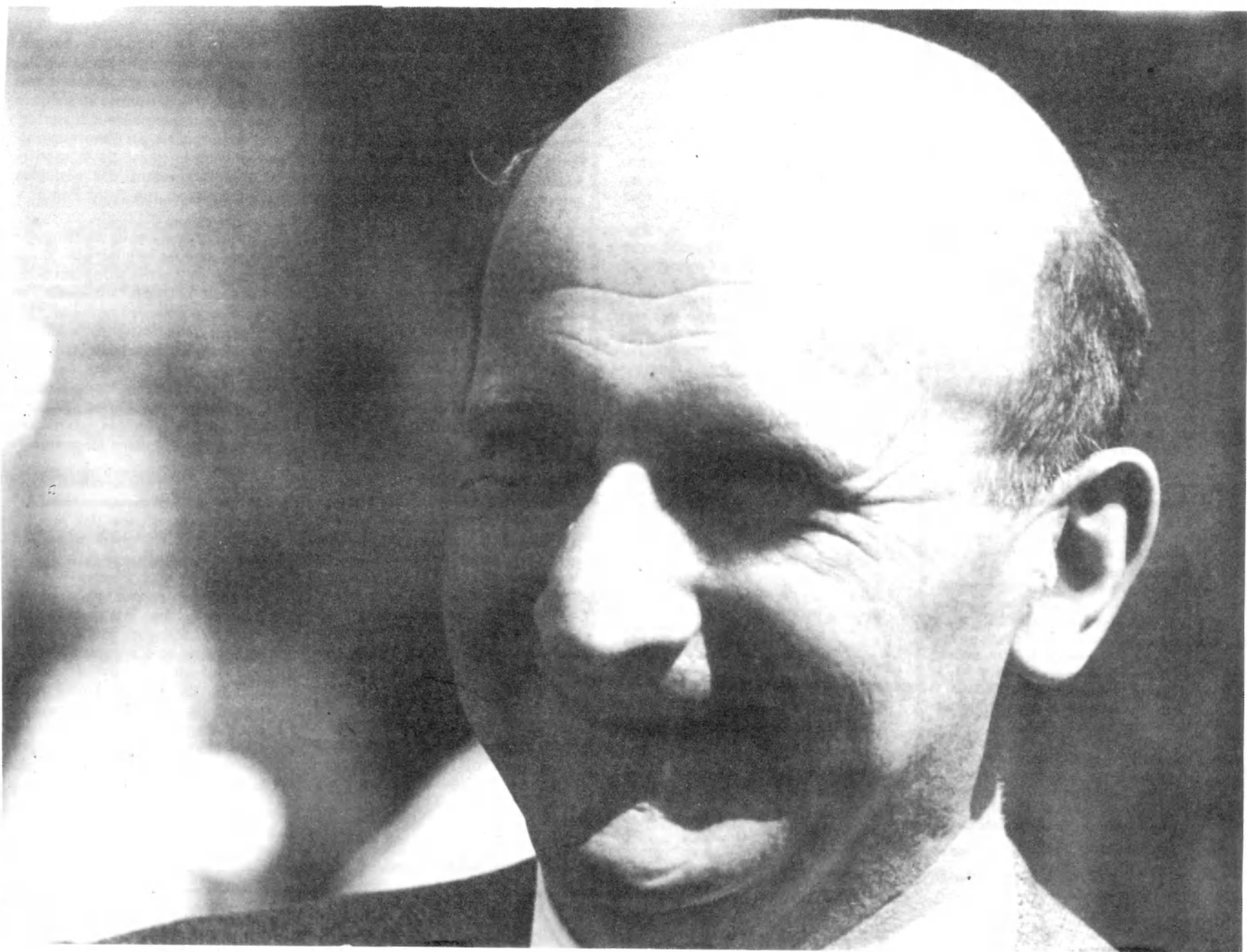
royaliste



BI-MENSUEL

DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

cgt-pc
adieu
camarades !



14 JANVIER AU 27 JANVIER 1982 - 12ème année - N° 351 - 5 F

(M 2242 - 351 - 5 F)

quand nos lecteurs prennent la parole...

SUR L'AMITIÉ FRANCO-POLONAISE

Le 13 décembre 1981, jour de la proclamation de la dictature militaire en Pologne par le général Jaruzelski, M. Mauroy affirme : « l'amitié franco-polonaise a pris essor lorsque le grand souffle de la Révolution française a ébranlé l'Ancien Régime à travers l'Europe. »

Le Premier ministre a voulu, ainsi, justifier la lâcheté de la non-ingérence de son gouvernement dans les affaires intérieures de la Pologne. Il a, simultanément, flaté les dynastes bourgeois qui dirigent notre pays depuis des siècles, souverainement depuis la Révolution française, et font la pluie et le beau temps, sous la Monarchie actuelle, grâce à la « compétence » de leurs rejets énarques.

Pologne

MISE AU POINT

Des lecteurs m'ont reproché l'amalgame contre nature que j'aurais commis dans mon article « Pour qui sonne le glas » (Royaliste 350), en établissant une continuité entre l'ancienne Moscou, celle de l'orthodoxie, et la Moscou moderne, centre rayonnant du système totalitaire et donc, en tant que tel, se posant en troisième Rome : celle de la fin des temps, de l'Apocalypse.

Je dois les assurer qu'il n'en est rien. Sinon dans mon texte, du moins dans mon intention, il s'agissait de la reprise dénatée et pervertie de la revendication plusieurs fois séculaire de la Moscou de l'Ancien Régime au titre de la troisième Rome apostolique de la chrétienté. Si ambiguïté il y a, elle est due uniquement à la hâte dans laquelle ce texte a été rédigé.

G-H de RADKOWSKI

ERRATUM

Un « mastic » a défiguré l'article de G-H de Radkowski dans le dernier numéro de « Royaliste ». Nos lecteurs pourront rétablir le sens de l'article en remplaçant le texte commençant par « La Pologne est donc entrée en « état de guerre »... » (2ème paragraphe de la 1ère colonne de la page 5) et se terminant par « ...le ci-devant, le citoyen. » (milieu de la 2ème colonne de la page 5), en tête de l'article, sa place normale.

Nous tenons à la disposition de nos lecteurs un tiré à part de l'article remis dans son ordre logique. Ils pourront se le procurer en nous écrivant, ou bien au siège du journal à Paris ou chez nos correspondants de province.

le comité de rédaction

M. Mauroy ignore que Marie de Gonzague, fille du duc de Nevers, a été reine de Pologne au 17ème siècle. Cette belle et romanesque souveraine fut l'amie de Saint Vincent de Paul et la protectrice des solitaires de Port-Royal. Elle devint rapidement plus polonaise que française par « amour pour ce noble pays ». Elle a beaucoup contribué à l'amitié entre nos deux peuples.

Le Premier ministre ne sait pas que le roi Louis XV préfère épouser Marie Leczinska, fille du roi de Pologne détrôné, plutôt qu'Elisabeth, fille de l'impératrice de toutes les Russies, Catherine Ière.

M. Mauroy n'a pas connaissance que c'est au moment, dans notre pays, où la Dictature bourgeoise, par la Convention montagnarde, a le souffle le plus pur et le plus dur, en 1793/1794, que le peuple polonais se soulève contre l'occupant russe. Avec l'aide de la France, la victoire est certaine. La Convention refuse d'aider le peuple polonais. La Pologne écrasée restera sous la dépendance, par le partage, de l'Autriche, de la Prusse et de la Russie, jusqu'en 1918.

En 1830, le peuple polonais s'insurge, à nouveau, contre les Russes. La gauche, par les voix notamment de Lamennais, de Lacordaire, de Montalembert, soutient la révolte et demande au gouvernement du roi Louis-Philippe d'intervenir pour libérer la Pologne. Le Premier ministre Casimir Périer, fait la même déclaration que celle du Premier ministre du roi François Mitterrand : « Pas d'ingérence, le sang français appartient à la France. »

La France, l'Europe et même le Pape abandonnent le peuple polonais à la répression tsariste. Varsovie est écrasée. La Pologne s'incline devant le nombre, la dévastation et la lâcheté de l'Europe.

Le général-comte Sebastiani, futur Maréchal de France, héros des guerres de la Révolution et de l'Empire, ministre des Affaires étrangères de Louis-Philippe prononce la phrase tristement célèbre : « l'ordre règne à Varsovie ! ».

J.D.
Rouen

**avez-vous
pensé à la
souscription?**

« c'est pas la joie chez les intellos »

Les intellectuels sont de gauche c'est bien connu et comme le pouvoir est de gauche depuis le 10 mai, ils devraient être contents. Eh bien non ! Depuis le 10 mai, mais, le phénomène a commencé bien avant, c'est la morosité. Les intellectuels semblent ignorer le pouvoir voire le mépriser, remarque Gilles Anquetil dans une excellente enquête pour les Nouvelles Littéraires (2817) :

« C'est pas la joie chez les intellectuels. Mais attention : ce n'est pas non plus la déprime. Non, il s'agit plutôt d'un état ambigu que six mois de socialisme à la française n'ont pas clairement défini. BHL, toujours prêt à mettre en boîte les socialistes affirme que le silence des intellectuels, s'explique par le fait que l'événement retarde sur la pensée et que le mitterrandisme est décidément trop rétro, voire suspect de pétainisme. L'autre tribun public, Glucksmann, dit que nous vivons en plein anachronisme (...) Pas du tout rétorque Chevènement les intellectuels retardent sur la politique. Dans son coin, inclassable, Jean Baudrillard répète que le socialisme c'est du simulacre et que l'extase politique actuelle est tout sauf de la passion. Que de toute façon, dans une situation pareille, les intellectuels ne peuvent être que piégés ou paralysés par la mise en scène de la réconciliation de la France des concepts et de celle du réel (...) Certes, il ne fallait pas se faire trop d'illusions : la victoire de la gauche n'allait pas magiquement sortir l'intelligentsia de son désenchantement. De plus, le PS est arrivé au gouvernement sans qu'aucun bouillonnement intellectuel n'ait précédé ce triomphe. Quant à l'idéal de radicalité théorique, il y a bien longtemps qu'on l'avait mis aux orties. Utopie et concept ne dansaient plus ensemble. »

Il est vrai que l'on a fait avaler tellement de couleuvres à nos travailleurs intellectuels que ceux-ci, échaudés, refusent maintenant de se faire embrigader par quelque mouvement que ce soit. Encore moins par le pouvoir, fut-il socialiste. Ils redécouvrent même avec ravissement que leur travail consiste à dire la vérité et que s'il le faut il faudra désespérer Billancourt.

Le coup d'Etat du général Jaruzelski a semble-t-il réveillé les intellectuels. Cette fois-ci, il n'y a

pas eu de fausse note. Ils ont tous crié comme un seul homme contre les chars envahissant les rues de Varsovie. Nos intellectuels sont-ils devenus courageux et responsables ? J-C Guillebaud, dans le Nouvel Observateur (895) suspecte avec raison cette unanimité de façade :

« Il m'a semblé découvrir une nouvelle trahison des clercs. Difficile de décoller. A-t-on dit assez clairement de quelles sortes de démissions se rendaient coupables les intellectuels ? De celles qu'aucune remobilisation ne saurait faire oublier. J'en vois au moins deux. La première, c'est le consentement à l'inespérance, pis encore, son culte élitiste (...) Non, ce n'est point l'étendue des dévastations qui m'étonne, ce ne sont pas toujours ces ruines conceptuelles qui m'effraient c'est la placidité guillerette avec laquelle on campe. Je suis moins surpris par le nihilisme ambiant que par la bonne mine qu'il affiche. Je ne m'habitue pas à écouter un auteur disserter, une fois encore, sur l'horreur universelle et le néant de la modernité en grignotant des coquilles Saint Jacques, rue Saint Benoît. »

A qui pensez-vous Guillebaud ? Seuls quelques intellectuels échappant à la pente trop facile du désespoir et du nihilisme en chambre ont sauvé l'honneur.

« Quelques intellectuels plus rares et moins matinaux et moins télévisés font vraiment leur métier. Ni lâches, ni complaisants, ni dérisoires bouderies. Ce sont leurs lampes allumées qui me rassurent. Qu'attendent les autres ? »

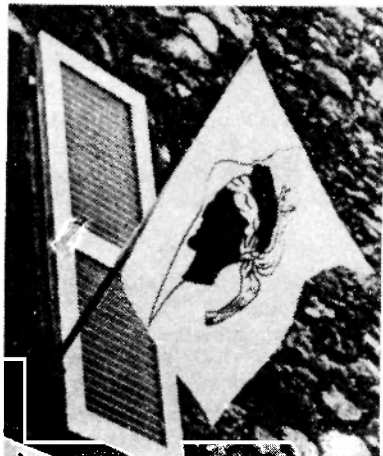
Nous laisserons la conclusion à Gilles Anquetil :

« Dans le silence des intellectuels il y a un phénomène nouveau : l'apprentissage de la modestie. Après les grandes batailles idéologiques contre le phénomène totalitaire, les intellectuels ont eux fâcheusement tendance à se désocialiser et à apprécier le charme ambigu de l'individualisme. Comme s'ils voulaient conjurer le spectre de toute culture dominante. Aujourd'hui penauds, fatigués sans ressorts, ils tentent de sortir de leur passivité. Et ce n'est guère facile. »

L'humilité quelle découverte !

H.B.

corse : recul du gouvernement



Trois pas en avant, un et demi en arrière : telle semble être la devise du gouvernement en ce qui concerne la Corse. Méthode prudente et avisée dira-t-on. Oui, mais suffira-t-elle à désamorcer le brulôt corse ?

De quoi s'agit-il ? Le 6 août dernier Gaston Defferre réunissait dans une réunion informelle les 92 élus des deux conseils généraux corses, du conseil régional et du comité économique et social. Il s'engagea alors à faire voter par le Parlement un statut spécial pour la Corse avec en premier lieu l'élection de l'Assemblée régionale au scrutin proportionnel dès l'été 1982 (près d'un an avant les autres régions). En outre était prévue la constitution de deux conseils connexes : l'un économique et social (comme dans les autres régions) l'autre de développement culturel et du cadre de vie, destiné à préserver l'identité corse sur le plan linguistique bien sûr mais aussi pour limiter la « baléarisation » de l'île par les touristes qui la transforment chaque été en poubelle (sur les côtes notamment).

Là n'était pas le plus important : la disposition la plus révolutionnaire résidait dans la faculté donnée à l'Assemblée régionale corse d'adresser au gouvernement et au Parlement des propositions de modifications législatives afin de pouvoir adapter le droit commun à la spécificité corse. De quoi hérissier les jacobins frileux qui, du P.C. à l'extrême-droite confondent Unité et Uniformité. C'est faire fi de la solidité de la mosaïque de la France d'Ancien Régime qui, il est vrai, avait un roi symbole de l'unité nationale et fédérateur des républiques françaises, dont souvent il grignotait les pouvoirs sans pour autant tarir leurs forces vives. C'est faire fi aussi de l'expérience espagnole : depuis la restauration de la monarchie -décidément !- une véritable autonomie a été concé-

dée à la Catalogne, au Pays Basque, à la Galice et à l'Andalousie. Nulle trace de sécession pour autant, sauf dans le Pays Basque qui a du mal à sortir du traumatisme de trente-six ans de centralisme franquiste imbecile et féroce.

Ces considérations apparemment n'ont guère ému le Conseil d'Etat qui a émis un avis hostile à toutes modifications législatives pour la Corse. Le Conseil d'Etat n'a pas voulu voir que ces modifications étaient, d'après le texte du projet Defferre, seulement proposées par l'Assemblée régionale, la souveraineté de décision du gouvernement et du Parlement demeurant intactes. Et surtout ces éminents robins qui perpétuent l'institution fondée par Napoléon, sont incapables d'admettre le droit à la différence.

Là n'est pas le plus grave : qu'une instance composée de techniciens -par ailleurs éminemment compétents et d'avis souvent utile- ne saisisse pas la nécessité d'une réforme capitale peut encore passer ; mais qu'un gouvernement à direction socialiste, dépendant d'un président socialiste et disposant de la majorité absolue à l'Assemblée nationale, file doux et retire le paragraphe incriminé est un acte de faiblesse. Au fait, Michel Phlipponneau est-il toujours aussi sûr, comme il l'affirmait récemment (1) que, le 10 mai, la gauche « girondine » a vaincu à la fois la droite et la gauche jacobine ?

Arnaud FABRE

(1) Michel Phlipponneau -*Décentralisation et Régionalisation*- Calmann-Lévy prix franco : 63 F.

de varsovie à ankara

Le voisinage de l'URSS ne porte décidément pas chance aux syndicalistes. Pourchassés en Pologne, condamnés en Turquie... Doit-on voir un lien entre ces deux faits ?

Oui, sans aucun doute. Car c'est le voisinage de l'empire à vocation hégémonique qui crée dans ces pays les situations politiques que l'on connaît et qui rendent si difficile une libre expression syndicale.

La répression politique qui a lieu actuellement en Turquie s'inscrit dans ce cadre. Il y a longtemps que la démocratie y était déchirée par des groupes armés d'extrême-gauche ou fascistes, bafouée par la délinquance de droit commun. Situation intolérable pour l'OTAN. Pas question d'une évolution « à l'iranienne » pour un pays qui occupe, au flanc sud-ouest de l'URSS une position stratégique privilégiée et dont l'armée conventionnelle est une des plus fortes d'Europe. Cette armée, seule institution stable du pays et dont on pouvait prévoir qu'elle aurait un rôle plus important que celui qui lui est habituellement reconnu (cf Royaliste 307) a donc pris le pouvoir le 12 septembre 1980. L'instauration d'un « Conseil national de Sécurité » militaire à Ankara a sans doute dissipé les inquiétudes qui avaient pu être nourries, et l'aide américaine s'est aussitôt considérablement accrue : ce n'est pas encore aujourd'hui qu'un régime pro-soviétique s'installera sur les rives du Bosphore, but millénaire de l'expansion russe...

Le contexte international défilant, il est donc logique que, là comme ailleurs, s'engage un processus de « normalisation ». Etaient-il nécessaire qu'il s'engageât de cette manière ? Selon Amnesty International c'est près de 2000 peines de mort qui ont été requises par les procureurs militaires. Les autorités, elles, rappellent qu'il n'y a eu que dix exécutions depuis le coup d'Etat militaire, et les mettent en balance avec les 5000 victimes d'attentats politiques tuées entre 1975 et 1980. Une comptabilité macabre qui ne peut faire

oublier ni les purges opérées dans l'ancien personnel politique « libéral », ni la condamnation des cinquante dirigeants de l'Union des Instituteurs (TOB-DER), un syndicat qui revendiquait 150.000 adhérents avant sa suspension.

Ce chantage à la sécurité ne semble pas provoquer, pour l'instant, d'importantes réactions. Le peuple turc considère peut-être qu'une période de gouvernement autoritaire est la seule solution pour échapper au chaos qui menaçait de submerger le pays et que, ni Ecevit, ni Demirel, n'avaient réussi à combattre efficacement. La promesse d'élections libres en 1983 (1984 au plus tard) pourrait le conforter dans cette idée. Ce serait oublier que, rarement on a vu un régime autoritaire entamer, de lui-même un processus de démocratisation et abandonner ainsi une partie de ses pouvoirs.

En attendant, à Ankara comme à Varsovie, la normalisation continue...

R.A.

**le n° 11 est
paru !**

**LYS
ROUGE**



DEBAT SUR LA LEGITIMITE

LA NATURE EN LIGNEUR LIGNEUR... LE CONCEPT DE LEGITIMITE CREE PAR SAINT ROBERT...
DIRECTION ROBERT LIGNEUR... 11000 JARDIN... 11000 JARDIN...
11000 JARDIN... 11000 JARDIN... 11000 JARDIN... 11000 JARDIN...

Pologne : le soutien diplomatique de la France

La crise qui sévit à Varsovie n'est pas seulement une dramatique épreuve pour les Polonais. Les réactions internationales qu'elle suscite, en particulier à Washington et surtout à Bonn, ne peuvent laisser les Français indifférents. La partie diplomatique que va jouer notre pays s'avère difficile.

Si le sujet n'était aussi grave, les tribulations tragicomiques de l'Internationale socialiste constitueraient pour nous la seule occasion de nous battre les côtes. Le 18 décembre, une déclaration signée de M. Willy Brandt, Président de l'I.S., «prenait note de l'intention de la direction polonaise non d'interrompre et de renverser, mais de poursuivre le processus de réformes et de renouveau du pays». Ce morceau de bravoure allait susciter la réaction du P.S. français (1) à l'initiative duquel le présidium de l'I.S. serait convoqué le 29 décembre. Après des débats houleux, les socialistes en reviendront à une condamnation moins ambiguë du coup de Varsovie. Il faut néanmoins retenir de cette affaire que M. W. Brandt et le SPD allemand ont tenté d'utiliser l'Internationale socialiste au profit de l'intérêt germanique.

Les dernières semaines ont été marquées par la vive réaction de Washington et la publication des mesures prises par les Etats-Unis à l'encontre de l'URSS. Nous sommes habituellement très critiques vis-à-vis des manifestations économiques, culturelles (voire militaires) de l'impérialisme américain. Nous n'en sommes que plus libres pour dire qu'on ne peut indéfiniment adopter vis à vis de l'URSS une attitude «munichoise» : après Kaboul, Varsovie... Rappelons que la position du général de Gaulle, dans l'affaire des fusées de Cuba, ne fut pas différente de celle que nous prenons aujourd'hui. Il n'est donc pas choquant que Washington impose des sanctions à Moscou. Encore faut-il les examiner

de plus près. En quoi consistent-elles ? Pour l'essentiel il s'agit :
— de l'interdiction de l'espace aérien américain à l'Aéroflot,
— du refus de renouveler les accords commerciaux arrivant à échéance,
— de la suspension des licences permettant des transferts de «haute technologie»,
— de l'interdiction d'exporter des équipements pour le pétrole et le gaz,
— de l'ajournement des négociations pour un nouvel accord à long terme sur la vente des céréales (l'accord en cours expire le 1er octobre 1982).

Ces mesures ne sont pas aussi draconiennes qu'elles le paraissent à première vue : en effet, les Etats-Unis sont loin d'être en tête du commerce avec l'URSS (cf le

ne juger l'attitude américaine que sur les actes.

Il n'en demeure pas moins que, pour être réellement dissuasives, de telles mesures doivent être prises par l'ensemble des pays dits «occidentaux». A cet égard, l'attitude de l'Allemagne fédérale est tout à fait singulière. En ce qui concerne l'opinion publique, il est impossible de ne pas noter l'importance du «neutralisme»; le «plutôt rouge que mort» des pacifistes prend un relief particulier à la lumière du drame (et du courage) polonais. La faible ampleur des manifestations consécutives à l'établissement du régime militaire confirme cette impression. Pour ce qui est du gouvernement, ce qui frappe c'est le «kolossal» réalisme, voire le cynisme. M. Becker, porte-parole du gouvernement de Bonn ne déclarait-il pas récemment : «le gouvernement fédéral ne partage pas l'opinion des Etats-Unis selon laquelle l'Union soviétique doit être considérée comme l'insti-

éternelle, à nouveau, s'émancipe et joue sa propre carte. Il y a, pour cela, des raisons économiques et politiques. Economiques, puisque la RFA, en tête des échanges avec l'URSS, est également redevenue le premier partenaire des pays d'Europe orientale, actuellement sous la coupe de Moscou. Politiques, car il ne faut pas oublier que, dans le passé, l'URSS a déjà proposé la réunification de l'Allemagne, contre sa neutralisation. Pour les dirigeants germaniques, la tentation est aujourd'hui plus forte que jamais. Que la nation allemande, mis à part quelques exceptions, piétine aujourd'hui la liberté du peuple polonais ne saurait surprendre qui connaît l'histoire : l'Allemagne et la Russie (soviétique ou non) se sont plusieurs fois partagé les dépouilles d'une Pologne qu'elles voulaient rayer de la carte -les impérialismes demeurent par delà les régimes politiques, et ce n'est pas en vain que Philippe de Saint Robert parle d'un «national-neutalisme».(2)

Face aux périls, quel est le jeu de la France ? Sur le plan des principes, la condamnation du régime militaire par le gouvernement a été claire et place la France en pointe sur ce terrain. Cette position relaie d'ailleurs celle de M. Mitterrand qui a trouvé des accents gaulliens pour aborder le problème de fond en évoquant Yalta. Sur le plan pratique, les réactions vis-à-vis des mesures américaines, par exemple, sont très prudentes. Cette prudence fait d'ailleurs écho à celle du Saint-Siège qui, au delà des négociations qui ont été menées par Mgr Poggi, semble être sur le terrain, le seul interlocuteur capable de prendre éventuellement le relais de Solidarité. L'Eglise a incontestablement une mission historique au regard des libertés et de la foi polonaises. Il est par conséquent normal que, dans l'immédiat, elle souhaite que rien ne soit fait qui puisse être retourné contre un peuple retenu en otage. Il reste que nous saurons rapidement si Moscou et les quelques collabos de Varsovie ont décidé de jouer cette carte ou celle du pire. Par la force des choses, l'étendue de ce qui est négociable rétrécit de jour en jour. Pour ce qui nous concerne, si à cette heure le contrat franco-soviétique portant sur le gaz semble être remis en cause, nous ne pourrions oublier les importants contrats signés avec l'URSS, d'autant que l'Allemagne et quelques autres (3) se montrent déterminés à prendre les places vacantes. Mais il faut avoir le courage de dire que, le jour venu, on paie tous les «Munich» au prix fort; que nous ne pouvons conforter notre aisance matérielle au

PRINCIPAUX FOURNISSEURS OCCIDENTAUX DE L'URSS

1— Allemagne	4,4 milliards de \$
2— Japon	2,8
3— Finlande	2,5
4— France	2,5
5— Etats-Unis	1,5

PRINCIPAUX CLIENTS OCCIDENTAUX DE L'URSS

1— Allemagne	4,4 milliards de \$
2— France	3,6
3— Finlande	3,3
4— Italie	3,1
(...) — Etats-Unis	0,5

tableau ci-contre). En outre, les cessions de haute technologie sont peu importantes puisque les 3/4 des ventes américaines portent sur les produits alimentaires. Or, l'embargo sur les céréales n'a pas été prononcé (pour l'instant, il ne s'agit que de la suspension des négociations pour un renouvellement de l'accord en cours). Il convient donc d'être attentif et de

gatrice de la proclamation de la loi martiale.» Comme s'il n'était pas évident que Moscou tire les ficelles du pantin Jaruzelski, que la clique militaire de Varsovie serait balayée par le peuple sans la présence efficace de la menace soviétique ! Mais Bonn n'a cure de telles évidences, et pendant que l'on «normalise» à Varsovie, M. Radkowski (vice-premier ministre polonais) peut rencontrer longuement M. Gensher (ministre des Affaires étrangères), les représentants de tous les partis du Bundestag, sans oublier bien sûr les dirigeants de l'économie ouest-allemande. En vérité, la République fédérale était jusqu'à présent, de par son péché originel (le nazisme et la défaite de 1945) un «nain politique». Pour la première fois, elle prend ouvertement, dans une affaire grave, ses distances vis-à-vis du tuteur américain. Et l'on observe que ce n'est pas pour jouer la carte de la solidarité européenne qu'elle rejette froidement, après s'en être servie pour se dédouaner, au magasin des accessoires démodés. L'Allemagne

demande de documentation

Si ce numéro vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom : Prénom :
Année de naissance : Profession :
Adresse :

désire recevoir, sans engagement de ma part une documentation sur le mouvement royaliste.

Bulletin à retourner :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS



l'ordre règne à varsovie

prix du sang polonais. Qu'il faudra bien finir par mettre nos actes au bout de nos idées.

QUE FAIRE ?

Alors, que faire ? Assurément utiliser l'arme alimentaire directement contre la Pologne reviendrait à faire payer les victimes et non les bourreaux. En revanche, il convient de ne pas laisser aux Américains le monopole des mesures de rétorsions économiques contre l'URSS. La France doit même prendre des gages en mettant les Etats-Unis au pied du mur sur le problème de l'exportation des céréales. L'expérience montre que les Soviétiques savent, eux aussi, faire preuve de réalisme et se modérer pour peu qu'ils aient affaire à des « partenaires » enfin déterminés. Cependant, une telle détermination ne doit jamais apparaître comme un alignement sur Washington, un retour à l'atlantisme. C'est pourquoi il est indispensable de remettre en cause à toute occasion, comme M. Mitterrand a commencé à le faire, les accords de Yalta et tout ce qui peut ressembler à un partage du monde par les grandes puissances. On pourrait commencer par les accords d'Helsinki, dont les Russes font autant de cas que d'un chiffon de papier. Ensuite, il est indispensable de faire sentir à l'Allemagne, et à ceux qui seraient tentés de l'imiter, qu'il serait fort mal venu de prendre les places laissées vacantes dans le commerce Est-Ouest; que cela n'irait pas sans quelque désagrément pour elle : le déséquilibre, à son profit de nos

relations avec la RFA nous permet de parler haut pour peu que l'on envoie les billes européennes (dont on voit aujourd'hui ce qu'elles valent) par dessus les moulins. Il faut impérieusement faire comprendre à la République fédérale que le temps n'est pas venu pour elle de jeter le masque et de jouer la carte de la réunification, surtout à partir d'une aussi mauvaise cause. Enfin, le coup de Varsovie venant après celui de Kaboul, devrait nous ménager quelques oreilles attentives dans les pays du tiers monde, nous permettant ainsi de conforter notre action diplomatique et de renforcer notre image de puissance moyenne antiimpérialiste.

Ce qu'il est convenu d'appeler les démocraties ont, dans un passé récent, payé cher leur lâcheté face à la montée des totalitarismes - le temps est venu de nous en souvenir.

La liberté des Polonais, c'est aussi la nôtre.

Alain SOLARI

(1) Appuyé notamment par les partis socialistes italien et suédois, par le PSOE espagnol et le PSP portugais... (2) « Complices historiques » - *Le Monde* du 30 décembre 1981.

(3) M. Trudeau, non content de soumettre le peuple québécois à l'impérialisme économique-culturel anglo-saxon, a récemment déclaré que « tout ce qui empêche la guerre civile est positif » et, comme pour mieux préciser que « Solidarité était allé trop loin ». Il faut savoir que le Canada, l'Australie et l'Argentine ont profité de l'embargo américain (faisant suite à l'invasion de l'Afghanistan) pour vendre des céréales à l'URSS.

* Sur les aspects militaires du jeu possible de la France, on verra le « Cahier Trimestriel de Royaliste », à paraître en mars, commande : 12 F francs.

r.a.s en haïti

700 immigrés illégaux haïtiens aux USA commencent une grève de la faim pour protester contre leurs conditions d'hébergement en Floride. L'ombre protectrice de la bannière étoilée accueillerait donc différemment les « gens des bateaux » (1) suivant qu'ils viennent d'Indochine ou des Caraïbes ?

Il est vrai que l'immigration clandestine pose un véritable problème aux autorités américaines : pour les dix dernières années, elle se chiffre par 10 millions d'individus, venus surtout des pays pauvres d'Amérique latine et des Antilles. La Floride, justement, avait déjà été touchée au printemps 1980 par l'arrivée massive de 140.000 Cubains; si vous voulez demander votre chemin dans les rues de Miami, posez la question en espagnol, vous aurez plus de chances d'être entendu. On comprend alors la réticence des Américains, surtout depuis l'avènement de Reagan, et à cause des difficultés d'emploi qu'elle provoque, de tolérer l'immigration des clandestins.

Ceci dit, on doit remarquer les conditions d'accueil des personnes qui échappent au filet des douanes. Conditions contre lesquelles s'est élevé l'archevêque de Miami qui a envoyé un télégramme au président Reagan demandant la libération des grévistes de la faim. Réponse du « cow-boy - président » : « les Haïtiens quittent leurs pays pour des raisons économiques et non pour échapper à la répression ». Donc, pas de statut de réfugiés politiques pour eux; ils n'ont pas eu la « chance », eux, d'être victimes d'une dictature communiste comme les Vietnamiens ou les Cubains. Ils n'ont que la malchance de survivre sous un régime ubuesque et sanguinaire, dans un des pays les plus pauvres du monde, aux portes du paradis nord-américain de l'abondance et de la consommation.

Et le fond du problème est là : l'intervention impérialiste dans cette partie du monde a maintenu l'île dans un état de sous-développement difficilement imaginable à quelques heures de bateau de la Floride et des Bahamas. Souvent le fait, avant 1914, d'entreprises privées allemandes, françaises ou américaines appuyées au besoin par des canonnières, elle se concrétise par l'occupation militaire des Etats-Unis de 1915 à 1934. Il fallait maintenir l'ordre et, sans doute empêcher les ingé-

rences extérieures (cela ne vous rappelle rien ?). Doctrine Monroe oblige. Depuis, entre l'Oncle Sam, Papa Doc, Baby Doc et leurs émules, c'est la même politique familiale (donc strictement intérieure !) qui se poursuit.

Bien sûr, le régime de François Duvalier ne plaisait guère à Kennedy, ni d'ailleurs à de Gaulle, à une époque où la France recommençait à s'intéresser à son ancienne colonie. Pourtant, rien n'a changé à Haïti. Le pays compte 5 millions d'habitants et 1 million d'émigrés aux Etats-Unis, au Canada, en France... Comment déterminer s'ils sont réfugiés économiques ou politiques alors que la situation économique d'Haïti tient justement, en grande partie, à son régime dictatorial fantoche ? La nouvelle réglementation des services de l'immigration américains précise qu'un candidat au statut de réfugié politique doit fournir la preuve, au moyen d'un document écrit, qu'il fuit une persécution politique. On s'adresse, en l'espèce, à des gens en majorité illettrés et ne parlant que le créole !

C'est en effet l'autre échec des gouvernements successifs de Port-au-Prince. Après près de deux siècles d'indépendance, 90% de la population reste analphabète. Les 10% restant, qui eux aussi parlent créole, participent de la culture française et représentent l'élite cultivée (souvent mulâtre) du pays.

On voit que c'est peu pour qualifier Haïti de « francophone » au même niveau que le Québec. C'est pourtant suffisant pour justifier l'intérêt que doit y porter la France.

Mais comment matérialiser cet intérêt et l'aide qui en découlerait sans cautionner le régime actuellement au pouvoir à Port-au-Prince ?

Une question qui se pose à la nouvelle diplomatie française dont on connaît par ailleurs l'intérêt qu'elle porte à l'Amérique latine et antillaise.

René ADRIER

(1) Désignés par le terme de « Boat-people » dans la presse républicaine.

quel projet pour l'éducation ?

Comme nous l'avions annoncé dans notre précédent numéro nous publions aujourd'hui ce rapport sur l'éducation, synthèse des travaux d'une des commissions de notre Congrès de décembre.

Suivant l'ordre donné par la feuille d'introduction aux travaux, la commission s'est tout d'abord penchée sur les problèmes immédiats, à savoir ceux concernant le débat école libre/école publique, vieux débat qui resurgit du fait du changement politique des 10 mai et 28 juin derniers. En effet, ceux qui, à gauche, depuis le début du siècle, ont combattu l'école privée, religieuse ou non, sont maintenant au pouvoir, et la commission a d'abord voulu analyser de quelle façon exactement ils avaient désormais ce pouvoir.

Car, d'emblée, il est apparu que les problèmes réels de l'enseignement en France étaient recouverts par des préoccupations politiciennes et corporatistes, et se trouvaient de fait noyés dans des luttes d'influence et des rivalités syndicales. Ainsi pour l'enseignement public, le SNEsup, proche du Parti Communiste Français règne pour ainsi dire sur le Supérieur. Il accuse le SNI, proche du Parti Socialiste de vouloir mettre la main sur son fief en le «primarisant». L'enjeu syndical SNI/SNES, se doublant d'un enjeu politique PC/PS, le danger d'un compromis strictement corporatiste a été souligné. Ce danger, pouvant se révéler totalitaire, consisterait en ce que le Supérieur soit définitivement laissé au SNEsup. En contrepartie de quoi, le cycle fondamental, à savoir le cycle qui recouvre le Primaire et le Secondaire, serait abandonné au SNI. Il est ainsi clair que le grand débat sur le contenu de l'enseignement et celui sur les formes pédagogiques, le seul essentiel aux yeux des membres de la Commission, est totalement écarté.

Ces mêmes pressions syndicales ont été mises en lumière lors du débat portant sur l'école libre : pressions encore aggravées par toute une lourdeur idéologique datée mais encore très vivace. Le rôle néfaste du CNAL (Comité National d'Action Laïque), né dans les années soixante en réaction à la loi Debré sur l'enseignement privé, a été clairement mentionné. Cette organisation, regroupant des syndicats d'enseignants, mais aussi la CGT, la CFDT, ainsi que les partis de gauche, représente un véritable groupe de pression sur le nouveau régime, dont le poids est encore accru par le nombre important dans la nouvelle Assemblée nationale, des membres de l'enseignement public. Ce groupe est mû par une mystique de la Laïcité telle qu'elle est née à la fin du siècle dernier et n'a pas compris les changements pourtant intervenus depuis une vingtaine d'années dans l'enseignement privé lui-même, tant sur le plan idéologique que sur le plan pratique. La politique des contrats avec l'Etat a en effet obligé ces établissements privés à perdre de leur spécificité, à tel point que la commission s'est interrogée sur la permanence d'une spécificité de l'enseignement privé religieux (le premier concerné par ce débat). Car, a-t-on demandé, s'il n'y a plus de spécificité réelle de l'enseignement religieux, pourquoi le défendre ?

Pour définir notre position face au problème de l'intégration de l'enseignement privé dans une école publique laïque et unique, trois points se sont alors dégagés au cours de la discussion.

1/ Sur l'immédiateté même de la «bataille de l'école libre» : il a été remarqué que le nouveau pouvoir ne pourrait, s'il désire réellement engager cette bataille, le faire avant au moins deux ans. Il faut en effet rappeler les zones géographiques d'implantation de l'école libre qui correspondent à la poussée socialiste aux Municipales de 1977. Or, en 1983, vont avoir lieu de nouvelles élections municipales, sans oublier les Cantonales de 1982. Le Pouvoir socialiste peut-il prendre le risque d'affronter un électorat particulier, alors même que sur le plan économique il est à peu près déjà certain que des désaffections vont apparaître ?

2/ Il a été relevé que le Pouvoir socialiste fait passer sa justification de l'intégration par la politique des subventions et en fait ne menace nullement les écoles privées vivant sur le mode d'entreprises capitalistes, style Ecole Pigier. La disparition de l'école privée, particulièrement religieuse, ne représenterait-elle pas le risque de voir se créer des écoles patronales, financées par des groupes capitalistes qui donnant une formation spécifique, se constitueraient ainsi eux-mêmes un marché de l'emploi d'autant plus sûr et maîtrisé qu'ils l'auraient façonné ? Il est cependant à noter que des doutes peuvent être émis sur la viabilité d'un tel système, faute d'une détermination et d'une organisation patronale suffisante.

3/ La perte de la spécificité des écoles privées religieuses est-elle si certaine que cela ? Certains enseignants de la Commission ont fait remarquer que l'Ecole privée permet une meilleure cohérence de l'équipe pédagogique, un suivi des élèves plus facile.

Mais, néanmoins, la Commission s'est demandé sur quelle action peut faire déboucher la défense du Privé. A/ Comment avoir une argumentation et tenir un discours original par rapport à la droite (RPR, UDF) ?

B/ Agir auprès de quel public ?

Et surtout, l'enseignement privé connaissant lui-même la crise générale de l'enseignement en France, faut-il se cristalliser sur le problème de la bataille privé-public, ou au contraire comprendre



*Cet alphabet sur
Ce crayon noir au
C'est la clef d'or
Petit garçon, l'erre
La vérité suit le*

qu'il s'agit là d'un débat piégé, et par conséquent qu'il s'agit de le dépasser ?

Pour les membres de la Commission, le problème primordial est celui de l'enseignement, de l'enseignement lui-même. Il s'agit avant tout de revoir ce que l'un d'entre nous a appelé le problème de la philosophie de l'école. La Commission s'est alors, dans un premier temps, livrée à une critique radicale du modèle éducatif français : un modèle reposant sur un programme sacralisé exprimant uniquement un certain nombre de données, et reposant finalement sur une mentalité de l'échec. On n'a toujours pas une conception du savoir, des modes du savoir, et les enseignants ne peuvent alors apparaître qu'en décalage par rapport à des élèves qui ne sont plus que des enseignés, ce qui veut dire qu'ils reçoivent passivement un enseignement par rapport auquel ils sont eux-mêmes en décalage. Cela aboutit à un accroissement de la proportion des rejetés du système scolaire, accroissement dont on semble s'être jusqu'à présent accommodé. Dans ces conditions, les questions du recrutement professoral et de l'auxiliaire ne doivent être traitées qu'en deuxième position. Quant au «désenchantement des professeurs» il n'est en fait qu'un épiphénomène.



■ un moule pédagogique ...



*lequel tu sommeilles,
te semble odieux,
à pays des merveilles
il vient des oreilles
chemin des yeux*.*

Comment pouvait, dès lors, être jugée la notion de collège unique, reprise à la gauche par Beullac, ministre giscardien ?

En fait il s'agit de comprendre que l'homogénéité formelle du système éducatif recouvre une hétérogénéité tout à fait réelle des élèves qu'il est hypocrite, malgré les bons sentiments et la sincérité des intentions, de nier. Là encore, la notion de collège unique est le strict répondant à la sacralisation d'un programme établi de façon centralisée et technocratique. Finalement, s'est-on demandé, qu'est-ce qu'un bon élève, un mauvais élève ? Cette qualification n'a-t-elle pas pour seule justification le rapport à un moule préétabli ? Certes, le collège unique, a-t-on relevé, avait pour souci de pallier certaines conséquences des inégalités sociales.

Ne les aggravent-ils pas, au contraire, en les ignorant de fait et en abandonnant à leur sort, sans aucun secours, des élèves provenant d'un milieu défavorisé ? Ces derniers décrochent inévitablement, et ne s'insérant pas dans le moule préétabli, deviennent marginaux à l'école, deviennent marginaux à la société elle-même : d'où le problème d'une grande partie de la délinquance juvénile. Faut-il rappeler que le Service national

relève aujourd'hui 7% d'analphabètes, alors que le taux était de 2% au début de ce siècle, et que l'on peut évaluer à 25% la proportion de ceux auxquels l'école n'aura quasiment rien appris, ni culturellement ni socialement ?

Un membre de la Commission a alors fait état d'une expérience intéressante effectuée par des Frères des Ecoles Chrétiennes, où ce sont de jeunes adolescents, rejetés du système scolaire et en passe de se « loubardiser » qui leur ont demandé eux-mêmes la création d'une école correspondant à leurs besoins. Si limité que soit ce cas, il révèle que, sans programme pilote, sans coupure radicale avec le milieu familial et social, cette école fonctionne et permet une véritable réinsertion sociale. Ne s'agit-il pas alors de jouer à fond la carte de la pluralité, même idéologique (pour certains membres de la Commission), ou du moins, en fermant, pourquoi pas ? - comme l'idée en a été lancée - le ministère de la rue de Grenelle, de promouvoir une véritable décentralisation de l'enseignement ? Non pas à un simple niveau administratif, mais dans un éclatement même du moule pédagogique ! Cela ne signifie pas, bien évidemment, le rejet d'un enseignement commun d'une culture générale.

QUELLES SOLUTIONS ?

C'est alors à des perspectives de solutions que s'est attachée la Commission. Or ces solutions ne peuvent, selon nous, que reposer sur le principe de la liberté d'initiative. Mais cela pose immédiatement le problème global de la société : décentralisation, communication, vie locale sont les assises nécessaires à une telle révolution - et non réforme - de l'enseignement, et cette révolution elle-même ne pourra s'effectuer sans une révolution au niveau économique, avec l'abandon du libéralisme. Le problème de l'enseignement ne peut être dissocié d'un projet global de société. C'est aussi la réponse à donner au projet socialiste qui ne fait que constater un état de fait : « puisque les parents n'ont plus le temps de s'occuper des enfants, semblent conclure les socialistes, c'est à l'Etat de le faire ». D'où la politique des maisons d'enfance qui reflète une volonté de prendre en charge l'enfant quasiment de sa naissance à la fin de ses études, avec le risque totalitaire que pourrait présenter un désir de s'intéresser également au développement physique et psychomoteur (constitution de dos-

siers et de fichiers, comme le prévoyait le projet socialiste pour l'enseignement de 1978).

Un membre de la Commission a fait alors état d'une réflexion d'une cellule de province aboutissant à un véritable projet éducatif (1), reposant, au contraire du projet socialiste, sur une coresponsabilité parents/enseignants. Partant du constat que de deux à quatre ans, période qui intéresse particulièrement le projet socialiste, l'enfant a besoin de l'équilibre familial, ne faudrait-il pas permettre à l'un des deux parents de s'occuper de l'enfant en bas-âge, au moins à mi-temps ? Ne pourrait-on pas également, au niveau de la vie locale, susciter des groupes sociaux compensant les inégalités et les manques familiaux ? Encore une fois, cela signifie une rupture avec le système économique actuel. Quant aux inégalités elles-mêmes, ne pourraient-elles pas être résolues dans une véritable diversité de l'enseignement, ce qui permettrait à l'enfant, sans coupure radicale avec son milieu social, de ne pas connaître l'échec scolaire ? A nouveau alors, qu'est-ce qu'un bon élève, un mauvais élève ? L'enfant doit être respecté dans sa personnalité, encouragé dans les domaines où il a des facilités. Il faut prendre en compte la multiplicité des goûts et des aptitudes. Il s'agit de s'orienter vers un enseignement « à la carte », c'est-à-dire de briser la sacralisation du programme préétabli, de briser la règle, elle aussi sacrée, des rythmes scolaires. Permettre l'éclosion d'un enseignement pluriel, qui ne peut, encore une fois, reposer que sur une véritable décentralisation.

Le problème de l'audio-visuel a alors été soulevé par un membre de la Commission. Son importance sans cesse grandissante ne peut être niée. Mais si l'audiovisuel est à prendre en compte pour une nouvelle conception de l'enseignement, et peut-être même à promouvoir, ses dangers apparaissent néanmoins réels : passivité devant l'image, qui est moins aisément critiquable que le texte. Il faut apprendre à critiquer l'image, car la télévision ou l'enseignement audiovisuel, quant il existe, ressort trop encore de la « boîte magique » dont on reçoit, d'en haut, les vérités. Il faut apprendre à regarder une émission, un film, comme on apprend à lire un texte, c'est-à-dire à en déceler les structures qui lui donnent sa cohérence finale et visible, structures qui ne sont jamais innocentes. Puisqu'il s'est agi d'une forme d'enseignement à

donner à chacun, y compris aux adultes, le problème de la formation permanente à développer a été effleuré, mais il révélait des connections trop évidentes avec les questions économiques pour que la Commission ait eu le temps et le matériau nécessaires à un approfondissement.

Il faut également signaler que la Commission a eu une tendance, remarquée par tous, à s'intéresser au problème éducatif en général et à ne pas voir la spécificité réelle de l'enseignement supérieur. Celui-ci d'ailleurs, pour ses grands problèmes que sont : - une réelle autonomie universitaire, donc le financement des Facultés ; - le rapport avec le monde du travail ; rejoint les problèmes exposés précédemment. Mais il a été remarqué que jusqu'à présent, et finalement comme pour l'enseignement primaire et secondaire, le pouvoir socialiste ne semble s'orienter que vers un replâtrage et une politique traditionnelle de réformes. Or, comme l'a dit un des membres de la Commission, « une véritable autonomie des universités, par conséquent une véritable décentralisation suppose une rupture radicale avec le libéralisme économique pour échapper à la dichotomie Etat/entreprises ».

MILITANTISME ETUDIANT

Mais il existe un problème spécifique qui est celui du militantisme et de la prise de conscience politiques dans les facultés. A la sclérose des syndicats étudiants, à l'ambiguïté même de la nature de l'enseignement supérieur - marginalité par rapport à la vie sociale ou intégration au monde de l'entreprise - correspond ce que l'on appelle depuis quelque temps déjà la « bof génération ». Ce phénomène qui, dans le projet giscardien d'une société duale, a été largement encouragé, est facilité par le corporatisme et les luttes politiques coupées des problèmes réels, des syndicats étudiants. La question se pose alors de savoir quel créneau un militantisme politique peut encore occuper à l'heure actuelle dans le monde universitaire.

En outre, la Commission a émis cinq vœux d'ordre pratique, dont nos adhérents trouveront le détail dans la lettre aux adhérents de janvier.

synthèse des travaux rédigée
par Axel Tisserand

(1) « Le Lys Rouge » numéro 4 - 8 F.

marcel jullian
la télévision *libre*



idées/gallimard

mais quand le monde des ondes s'ouvrira- t-il donc ?

«Aujourd'hui, et une fois encore, la télévision en France est malade de la politique» s'écrit Marcel Jullian dans «La télévision libre», un ouvrage où il essaye d'imaginer une télévision débarrassée de la toute puissance du pouvoir et de l'argent.

En 74 à l'occasion de la réforme de l'ORTF certains, dont Jullian, crurent, sur la foi des promesses présidentielles, que l'heure de la télévision libre était arrivée. Le retour aux dures réalités arriva rapidement lorsque convoqué le lendemain par son ministre de tutelle, Jullian, alors nouveau directeur d'A 2, se vit répondre que les promesses («rendre la télévision aux Français») n'étaient pas faites pour être appliquées. De fait, constate-t-il avec amertume «la télévision est un instrument qui dépend du pouvoir qui la contrôle». Les sociétés de programmes sont en théorie dirigées par des Conseils d'administration indépendants où l'Etat est cependant assuré du concours, dans le pire des cas, dit-il, de quatre des six membres qui les composent. Aussi n'en finit-il pas de relater la partie de cache cache qui l'opposa avec le pouvoir politique ainsi que les échecs qu'il y essuya comme cette série d'émissions de Jean-Paul Sartre qui échoua parce que les entourages de l'auteur, des autorités de tutelle et le sien propre, s'étaient ligüés pour en empêcher la réalisation. Mais les pressions du pouvoir ne sont rien comparées à celles des hommes politiques et des téléspectateurs. Ces derniers que l'on suppose bons vivants comme tout le monde, deviennent, parce qu'ils acquittent la redevance, de parfaits dévots, quant aux émissions : «il veulent

une télévision en retard sur les mœurs». Et nous comprenons Jullian lorsqu'il affronta courageusement cette nouvelle cabale pour passer aux dossiers de l'écran «Brigade des mineurs». Un courage qui a malheureusement manqué à nos actuels directeurs de chaîne pour répondre à Fillioud, qui aurait bien aimé censurer «Les trottoirs de Manille».

La télévision est la cible favorite des hommes politiques qui pour des raisons démagogiques se veulent les porte-paroles de la moralité publique. En fait, et nous ne pouvons qu'approuver Jullian, ce n'est pas le fait de passer où non des images agressives qui rend les gens violents, «c'est l'éducation qui les gardera de la tentation d'imiter l'horreur au lieu de continuer à la détester». En définitive Jullian propose d'élaborer une charte de l'audiovisuel qui protégera la télévision des deux périls qui la menacent; le pouvoir et l'argent. Il faut aboutir à une télévision libre qui remplira ses trois principales vocations : instruire, informer, divertir. Il est cependant permis de se demander si cela est possible tant que Fillioud restera ministre de la Communication !

Hubert BOCQUILLON

Marcel Jullian - La télévision livre-
Col. Idées/Gallimard. Prix franco : 23F

une inévitable nationalisation

On peut être réservé sur la façon dont ont été menées les nationalisations. Il n'en reste pas moins qu'elles s'imposent dans certains cas limites. Celui de la sidérurgie en est un.

C'est ce que démontre avec beaucoup de clarté Jean Baumier dans «La fin des Maîtres de Forges».

Il rappelle tout d'abord qu'après la sclérose de l'entre-deux guerres, les destructions de la seconde guerre mondiale, la sidérurgie avait connu une prospérité euphorique pendant vingt-cinq ans (en gros 1945-1970) qui permit à la France de conquérir le cinquième rang mondial dès 1954. Pour quelles raisons ? Baumier avance d'abord celles qui sont les plus communément données par les libéraux avancés version technocratique : la concentration et la rationalisation.

Concentration : «En 1965, les trois entreprises les plus puissantes réalisent 44% du chiffre d'affaires de la profession. En 1970 elles en font 75%». Rationalisation : un terme qui visiblement rime avec concentration uniquement en poésie. Baumier note : «Dans les filiales des grands groupes souvent mal intégrés dans les nouveaux ensembles, des traditions routinières, des jalousies personnelles entre dirigeants contrecarrent l'effort de rationalisation.» Bref, comme ne le dit pas Baumier, plus on gouverne de loin plus on gouverne mal et plus on laisse se créer ou se développer des féodalités. Et les grands groupes concentrés de Wendel-Sidélor-Sacilor à Usinor se conduisent à leur tour comme des féodalités dans la nation et face à l'Etat.

A ce dernier l'ex-Comité des Forges de la rue de Madrid rebaptisé Groupement des Industries Minières et Sidérurgiques (G.I.M.S.) soutire dès juillet 1966 un prêt de 2,7 milliards de francs échelonnés sur cinq ans et... 4% pendant les vingt années suivantes (1981 : 14% de taux d'inflation !). Se doper à mort avec des crédits divers et d'abord ceux de l'Etat devient rapidement une habitude dans la sidérurgie puisqu'en 1974 la sidérurgie compte «24 milliards de francs de dettes à moyen et long terme (...) soit les deux tiers du chiffre d'affaires de la même année qui a été de 36 milliards avec une marge brute d'autofinancement de 5,2 milliards.»

Malgré cela la sidérurgie française coule à pic. Une première alerte a lieu dès 1970-1971, liée au développement du Marché Commun : la sidérurgie lorraine ne fait plus le poids face à celle de l'Allemagne fédérale. La vétusté des installations, et la pauvreté en métal de la «minette» lorraine (35% de fer dans le minerai) en sont la cause. Les sidérurgistes lorrains sont conduits à déménager à Fos ou à Dunkerque pour se recycler dans la sidérurgie sur l'eau. Peine perdue : la crise de l'énergie frappe de plein fouet la sidérurgie française. La crise, à vrai dire, est générale dans l'Europe des Neuf. Mais elle est plus durement ressentie en France : à ce stade on est bien forcé de se demander si l'aventure libre échangiste de la C.E.C.A. puis de la C.E.E. (Communauté économique européenne) ne recélait pas des dangers graves. Question que ne se pose guère Jean Baumier. Il invective les Allemands, les Japonais et les Bressiani, ces Italiens qui tournent toutes les législations pour vendre davantage et moins cher; sans songer un seul instant à se demander si la France a eu raison de jouer le jeu de la C.E.E.

L'auteur est par ailleurs hostile à tout nationalisation de la sidérurgie. Mais que reste-t-il de son plaidoyer pour les maîtres de Forges à l'orée de 1982 ? Il est vrai que l'on peut se demander si l'Etat aurait fait mieux. On peut se demander aussi; et Jean Baumier est elliptique sur ce sujet, s'il aurait spéculé contre le franc comme l'ont fait ces Maîtres de Forges jusqu'à leur nationalisation, en effectuant nombre de placement à l'étranger.

Dans ces conditions la nationalisation s'imposait : comme mesure conservatoire et dans ces limites seulement. Car si l'Etat a eu raison de sanctionner une mauvaise gestion, il n'est pas pour autant un partenaire économique toujours sérieux. Il nous faudrait y revenir en étudiant le cas de la Régie Renault.

A.F.

(1) Jean Baumier - La fin des maîtres de Forges - Plon.

Tout a été dit déjà sur la Pologne; même dans ce journal. Mais on me permettra d'y revenir. Comment se lasser d'interroger l'énigme de notre destin européen et planétaire ? Si l'Europe signifie quelque chose, *a signifié* un jour quelque chose c'est bien la communion de l'esprit à travers l'épreuve. Sans vouloir faire de peine à nos amis belges ou luxembourgeois, ni même à nos compatriotes d'Alsace, l'Europe c'est Prague ou Cracovie plus que Bruxelles, Luxembourg ou Strasbourg. C'est l'appel d'une fraternité souffrante, d'un esprit qui crie sous la liberté enchaînée. C'est le sursaut de l'homme et l'avenir de l'espèce. Quand je prononce ou écris ce mot d'homme, il ne m'est plus possible de ne pas l'entendre prononcé à la polonaise, à la façon de Karol Wojtyła. L'homme qu'il faut sauver, faire ressurgir comme l'être qui sommeillait dans le tombeau. L'Europe alors ne se sépare pas du monde. La planète se resserre autour de la patrie polonaise pour y discerner la figure de son destin.

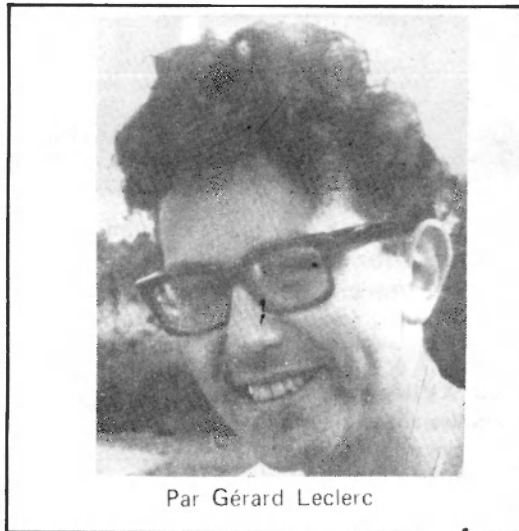
Oh ! Je sais bien que nos amis polonais n'ont pas toutes les qualités et qu'il ne s'agit pas de rêver à leur propos d'on ne sait quel modèle absolu, ou l'équivalent de ce que les slavophiles rêvaient pour la Sainte Russie. Il n'y a pas de peuple au monde, depuis Israël, qui soit le peuple théophore ou même christophore. Toutes les nations ont vocation à entrer au royaume universel de la promesse. Mais il est donné à certaines, aux moments choisis, de mieux représenter pour toutes les autres, un chemin, une voix, un message. Depuis quelques années, cette vocation échoit à la nation polonaise. L'histoire l'y a préparé à force d'épreuves inouïes, de partages, d'holocaustes. Situation sans équivalent à l'Est, le peuple est demeuré unanime dans sa foi et dans sa résistance à l'oppression. En quel point de notre globe, aurait pu surgir cet extraordinaire mouvement syndical qui a choisi le plus beau mot de la fraternité humaine, Solidarité ?

J'accorde pour ma part une attention particulière à ce fait que des hommes venus d'horizons idéologiques très éloignés du christianisme, aient pu faire l'impasse sur des préjugés séculaires, pour sceller un pacte d'une solidité exemplaire. Je pense évidemment à ces Kuron ou à ces Michnik venus de la gauche révolutionnaire (trotskiste même) et qui ont trouvé dans une foi qu'ils ne partageaient pas, l'homme pour lequel ils se battaient. Adam Michnik dans un livre essentiel (*L'Eglise et la gauche, le dialogue polonais*, publié au Seuil en 1977) avait livré le secret de cette connivence inouïe ailleurs, en citant Czesław Miłosz : «*Les nefs des églises étaient le seul lieu que n'atteignait pas le mensonge bureaucratique, tandis que le latin d'Eglise permettait de garder confiance dans la valeur de la parole humaine, qui en dehors de cela était humiliée et assujettie aux tâches les plus exécrables.*»

Le même Michnik a su exprimer avec une rare rigueur le sens politique du voyage de Jean-Paul II dans sa patrie en 1979. Ce texte d'une admirable lucidité est reproduit dans un numéro spécial de la revue *Les quatre fleuves* sur la Pologne (publiée chez Beauchesne). J'en retiens particulièrement ce passage : «*Les Polonais ont ressenti ce pèlerinage comme une occasion d'exprimer leurs véritables aspirations. C'était un plébiscite national qui ne se résu-*

dieu les garde !

mais tout de même pas dans l'option : catholicisme ou athéisme. J'ai vu des catholiques qui grinçaient des dents en écoutant le pape. J'ai vu des athées profondément émus par ses paroles. A chacun de nous a été posée la question : choisis-tu une acceptation conformiste de la violence totalitaire ou le droit -selon l'ordre divin et humain- de vivre en toute dignité et liberté ? La majorité écrasante a choisi la seconde voie.» L'étonnant est que ce choix ne résulte pas d'un aplatissement du message, d'une mise entre parenthèses de son contenu le plus fort et le plus discriminant. Michnik accepte le défi qui lui est proposé de lire le droit et la dignité humaine dans l'Evangile.



Par Gérard Leclerc

C'est une révolution culturelle qui vaut bien les nôtres, celle de Mao en tout cas, dont le peuple chinois su pour son malheur l'inanité. Une révolution culturelle, antitotalitaire, cela mérite examen. Maurice Clavel, attentif à une révolution du côté de l'être, Lardreau et Jambet à la recherche de l'Ange ont sans doute rêvé à la Pologne de 1978. Dix années après l'embrasement du quartier latin, Varsovie, Cracovie, Gdansk ont assisté à une autre révélation de l'Esprit ! L'alliance des étudiants et des ouvriers s'y est faite, dans une parfaite communion. J'allais écrire «sans mal» mais ce n'est pas tout à fait vrai. En 68 aussi, les étudiants polonais s'étaient révoltés, remuant tout le monde universitaire, réveillant du côté de l'Etat un antisémitisme «curieusement» réapparu avec Jaruzelski. Mais ces étudiants s'étaient retrouvés seuls. Le film de Wajda *L'homme de fer* signale au passage leurs réticences à se joindre aux manifestations ouvrières de 1971. En 78, ce n'était plus la même chose.

La nation tout entière s'était réveillée, Karol Wojtyła avait été élu au siège de Rome; un an plus tard, il était de retour au milieu de son peuple et c'était le plébiscite dont parle Michnik. Des témoins m'ont décrit diverses scènes de ce pèlerinage. Celle qui m'a le plus frappé concerne cette étonnante soirée où le pape dut employer toute sa force de persuasion pour

contenir des milliers de jeunes qui brandissaient la Croix mais étaient tout prêts à en découdre avec la milice. Avec Jean-Paul II, c'était vraiment le réveil national... Mais comment lui donner une forme qui ne provoque pas l'affrontement brutal, sanglant, suicidaire, avec le pouvoir communiste et avec le grand protecteur soviétique ? Ce fut l'invention géniale des travailleurs avec *Solidarité*, où se retrouvaient naturellement les étudiants.

Pendant un an et demi, nous avons assisté, émerveillés et craintifs, à l'épopée de Walesa et de ses amis. Emerveillés, par la détermination, le sens politique, les succès remportés; craintifs à cause de la fragilité de l'acquis, de la menace de plus en plus pressante d'une réaction brutale de dirigeants soviétiques que l'on savait ulcérés. L'inévitable s'est produit à la suite d'une escalade dont les esprits sommaires attribuent la responsabilité à *Solidarité*, alors qu'elle n'est que la conséquence de l'effondrement du système communiste absolument impuissant à juguler la crise économique et la pénurie alimentaire.

En ce sens là aussi, les événements polonais ont une signification planétaire. Ils ont démontré l'impuissance, l'incurie du système communiste dans l'ordre économique. Ils ont révélé aussi la puissance de réserve de ce système qui est entièrement contenue dans son organisation militaire. Une organisation qui échappe totalement au système, par son caractère privilégié, performant, de haute technicité et qui fait de l'Union soviétique un pays sous-alimenté et sur-armé. L'évidence est désormais cuisante. L'Est communiste ne représente plus un modèle de civilisation mais un empire militaire aux prétentions hégémoniques.

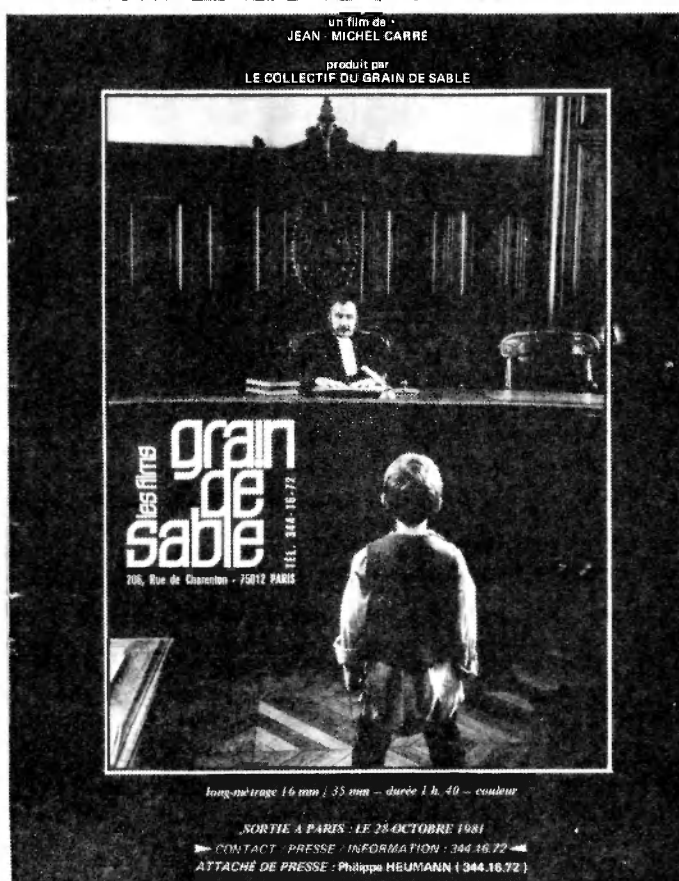
Cet empire continuera à bafouiller marxiste-léniniste... qu'importe ! Il sera de plus en plus l'expression de la force brutale, du matérialisme bestial. Bernard-Henri Lévy est un des seuls commentateurs à avoir montré la vraie dimension de la lutte de ces ouvriers catholiques polonais qui se battent à mains nues contre l'empire de la bête. Il est bien difficile à notre gauche frileusement repliée sur son idéologie laïcarde de comprendre que c'est leur âme en même temps que la nôtre que ces travailleurs veulent sauver. Les libertés syndicales tout comme les libertés politiques ne sont rien sans la liberté de l'homme intérieur.

Le sens de l'histoire a de ses ironies, de ses ruses ! Il s'inscrit en ce moment à la boutonnière d'un travailleur (la vierge de Jasna Gore à la place de la faucille et du marteau). Le prolétariat demeure bel et bien aux avant postes de l'histoire, porteur de l'avenir de l'humanité. Mais cet avenir n'est plus ce qu'il était. N'empêche qu'il faut, pour être à la mesure de cette mission, le courage des ouvriers des chantiers navals, des mineurs, des métallurgistes, en un mot de cette «classe» qui garde l'énergie des révoltes libératrices. Il peut paraître singulier de célébrer ce courage à un moment où sa défaite est quasi certaine, mais il est des victoires plus sûres que les pires défaites. Qu'il nous soit permis de trembler et de prier pour ces camarades dont certains visages se sont gravés en nous. Je pense à tel ami. Où est-il à cette heure ? Dans la nuit : Solidarité et Dieu le garde !

Gérard LECLERC

interroger le passé pour changer le présent

VOTRE ENFANT M'INTERESSE



«Il faut opposer la chaleur du dedans au froid du dehors» explique le sociologue Le Play, un casque en plastique enfoncé sur le crâne, descendu de son XIXème siècle pour visiter une cité de béton en construction.

Cette scène est extraite du dernier film de Jean-Michel Carré, cinéaste déjà connu pour deux longs métrages : «L'Enfant prisonnier» et «Alertez les bébés».

L'évolution du statut de l'enfant au cours des trois derniers siècles et la description de l'expérience menée depuis 1965 dans une école du XXème arrondissement, à Paris, pour permettre à l'enfant de récupérer un certain «pouvoir social», tels sont les deux aspects de ce film.

La rétrospective historique nous narre quelques épisodes du long effort des classes dirigeantes, au siècle dernier, pour amener le peuple grouillant et pauvre des faubourgs des grandes villes à cette rétraction de la socialité sur la famille et sa réorganisation autour de l'enfant dans l'espace clos d'un logis familial.

L'auteur commence par nous camper la famille populaire dans la société traditionnelle : unité de production et de transmission de la propriété et du rang social. Le «bonheur» de ses membres est sacrifié sans hésitation à ces valeurs et la communauté environnante veille à ce qu'il en soit ainsi en intervenant directement dans la vie des familles grâce à des techniques répressives comme le charivari.

A partir du XVIIème siècle, l'enfant des familles aisées est mis à part du monde des adultes. Pour protéger son innocence, on l'enferme entre les murs du collège où se fait désormais son éducation. Au XVIIIème siècle, les médecins contribuent à tisser des liens affectifs entre la mère et le nourrisson grâce à l'allaitement maternel. Les membres des familles aisées s'entourent d'un cocon sentimental : c'est le «chacun chez soi».

Avec la révolution industrielle, le salariat urbain donne aux jeunes femmes venues des campagnes la possibilité d'échapper aux restrictions que leurs parents et les autorités du village mettaient à leur vie sexuelle. Parce qu'ils sont les premiers à être précipités dans l'économie du marché, les nouveaux prolétaires du début du XIXème siècle vont constituer l'avant garde de la révolution sexuelle. En même temps ce peuple des bas quartiers continue de vivre une socialité «archaïque» aux yeux de la bourgeoisie, incompatible avec l'industrie et dangereuse pour l'ordre social !

L'enfant est à la fois la cible et le point d'appui de cette entreprise de moralisation et normalisation de la population ouvrière.

Le film développe les politiques hésitantes de la bourgeoisie en matière d'éducation primaire des enfants mais semble suggérer comme seule finalité de tous ces intervenants sociaux, la mise au travail de «cette plèbe farceuse et séditeuse»; leurs motivations étaient en fait très diverses et parfois opposées. La partie la moins convaincante de ce «docudrame» didactique concerne l'expérience pédagogique de l'Ecole de la rue Vitruve à Paris. Le «désenfermement» des enfants y apparaît très relatif et peu nouveau. On aimerait en savoir davantage.

Le film a du moins l'intérêt de montrer que si les relations entre l'individu, la famille, le travail, les communautés sociales ont évolué au cours de l'histoire, il n'y a aucune raison pour qu'on ne puisse pas aujourd'hui encore les modifier.

Ce film peut être pris en charge par n'importe quelle association qui en fait la demande au Collectif du Grain de Sable, 206, rue de Charenton 75012 Paris. Tél. 344. 16.72. Il a commencé de circuler à travers la France. Saint-Etienne et Dijon à partir du 8 décembre, Lyon depuis le 2 décembre, Epinal à partir du 14 décembre. Avignon à partir du 6 janvier et Marseille à compter du 27 janvier, Paris, salle Saint-Séverin, encore quelques jours.

Patrick de SAGAZAN

FEUILLETS D'EN MARGE

3 janvier - J'aime l'action lorsqu'elle est un développement organique de la vie intérieure. Le seul titre au commandement, disait à peu près le général de Gaulle, c'est la culture. J'aime l'action lorsqu'elle apparaît comme un commentaire des songes. Bonaparte fut le rêve de la Révolution française, comme le comprit si bien Abel Gance; et Napoléon, l'obsession constante de Chateaubriand. Qu'est-ce qu'un homme d'Etat qui ne serait pas un homme d'Histoire ? Qu'est-ce qu'un homme d'Histoire qui ne serait pas un homme de poésie ? L'homme d'action authentique fonde un ordre nouveau non seulement de vivre ensemble, mais aussi de voir, de penser, de sentir. S'il n'est pas écrivain, si son action n'est pas la fille impatiente des songes et des mots, c'est un clown, un équilibriste entre deux vides. Je ne reproche pas autre chose à l'ENA, comme à tous les concours de l'Etat, que d'assécher les rêves, que d'être le couronnement d'une longue entreprise d'assèchement de l'âme et que de propulser aux premiers rangs ceux-là mêmes qui n'ont que les qualités du second rang. Je ne vaudrais qu'en première ligne, disait Chateaubriand ! -trop grand pour y être reconnu et maintenu. Le plus grand du siècle dans l'ordre des hommes d'action, Charles de Gaulle, je ne sais toujours pas s'il fut écrivain pour agir ou pour écrire, homme d'action. J'aime que Malraux ait été le poète de la Vème, ensemble le colonel Berger et l'Orateur des Oraisons Funèbres. Giscard ne fut qu'une plante de l'Etat montée en graine, un homme du second rang déplacé au premier. Il lui a manqué de songer la France, de songer le monde; il lui a manqué de songer la vie et la mort et d'être grand de souffrir. Il aimait Maupassant : c'est bien fait pour lui, la médiocrité ne se divise pas plus que la grandeur. Faute de destin, Giscard n'aura eu qu'une carrière. L'Histoire, qui est impitoyable aux faux monnayeurs, rappelle opportunément que l'Académie et l'Elysée ne bordent pas la même rive : il faut savoir passer la Seine. Il faut savoir passer la rampe.

10 janvier - Je songe une fois de plus à Pascal : l'homme, quel paradoxe, quel monstre d'incohérence ! En Afghanistan, en Pologne, en Afrique, en Asie, en Amérique du Sud, il tue, il détruit, pille, vole, viole. En Syrie, à quelques centaines de km des bases d'opérations d'Israël, il fouille la terre morte, sèche : il exhume, ramène à la vie une civilisation. Tell Azar : la guerre; Tell Mardikh : l'archéologie. Quel archéologue, venu d'où, menace de fouiller Paris, Chartres, Rome ? Quel philosophe rappellera à quels sages gouvernants que peu de culture éloigne l'homme de l'homme et que beaucoup les rapproche ?

Gilles HAUBERVILLE

LYS ROUGE

Il y a quelques mois nous avons entrepris un effort de promotion pour faire connaître aux lecteurs de «Royaliste» notre «presse parallèle» beaucoup trop méconnue.

Cet effort a porté ses fruits, en particulier pour le «Lys Rouge» qui a vu en trois mois son nombre d'abonnés augmenter de 66%.

Le débat sur la légitimité lancé par le «Lys Rouge» numéro 9-10 avait provoqué de nombreuses réactions. Aussi le poursuivons-nous dans le numéro 11 qui vient de paraître. Mais un autre débat, aussi riche, aussi proche des préoccupations de chaque monarchiste, commence dans ce numéro : le débat sur la Monarchie parlementaire d'Espagne. La diversité des points de vue exprimés sur cette question ne nous empêchera pas de tomber d'accord sur l'essentiel : la supériorité du régime monarchique pour les nations historiques.

SOMMAIRE DE CE NUMERO 11

«L'Etat légitime» (cellule Philo) - «La révolution légitime» (cellule Philo) - «De la Légitimité» (extraits d'un texte de P. Debray) - «Le Prince et le Peuple» (JF Tritschler) - documents sur la lignée des capétiens - La Constitution espagnole (texte intégral) - «Monarchie espagnole et projet monarchique pour la France» (JP Lamy) - Aborder la constitution espagnole, la décentralisation» (Saint Valier).

Rappel : le prix de l'abonnement au «Lys Rouge» est de 30 F pour 4 numéros. Le prix de chacun des deux derniers numéros est de 10 F franco.

communiqué : législatives partielles

Estimant que MM. Dominati et Peyrefitte comptent parmi les pires représentants de la défunte politique giscardienne et qu'ils défendraient à l'Assemblée des idées particulièrement néfastes, la N.A.R. appelle ses militants et sympathisants à faire barrage à ces candidatures.

Pour le 2ème arrondissement de Paris, elle se félicite tout particulièrement de la candidature de M. Pierre Dabiez qui, avec le soutien du P.S., défend la meilleure part de l'héritage gaulliste à laquelle les royalistes ne peuvent que souscrire.

MESSES A LA MÉMOIRE DE LOUIS XVI

PARIS : 21 janvier à 12 h 30 en l'église St Germain l'auxerrois (métro Louvre).

ANGOULEME : 21 janvier à 18 h 30 à l'église Saint André.

PARIS

MERCREDIS DE LA NAR

Réunions tous les mercredis à 20 heures dans les locaux du journal. Les conférences sont suivies, pour ceux qui désirent continuer les discussions, d'un buffet froid (participation aux frais du buffet : 12 F).

Mercredi 13 janvier. Conférence d'Antoine ASSAF, avec projection d'un film, «La question libanaise».

Mercredi 20 janvier. Conférence de Ghislain SARTORIS : «Le La Fontaine politique de Pierre Boutang».

Mercredi 27 janvier : Débat avec Jean-Edern HALLIER.

Mercredi 3 février. Conférence de Julien BETBEZE : «La psychiatrie en question».

Mercredi 10 février. Conférence de Gérard Leclerc : «Retour à une pensée politique : R. Debray, A. Glucksmann, Castoriadis».

et financière. Ces thèmes sont ceux défendus, lors des élections universitaires, actuellement en cours, par les étudiants royalistes et tout particulièrement dans les facultés où sont présentées les listes «Royaliste-Université».

Les étudiants isolés qui désiraient nous aider à diffuser ce numéro sont priés de prendre contact en nous écrivant au journal.

J-M TISSIER
responsable
du Collectif étudiant

(1) Ceux-ci sont cependant les bienvenus à titre d'aide financière et d'encouragement (Abonnement normal étudiant : 10 F pour 4 numéros, abonnement normal pour non-étudiant : 15 F, abonnement de soutien : 30 F à l'ordre de «Royaliste».)

souscription

L'objectif des 40.000 F que nous nous étions fixé pour rembourser les frais engagés par l'achat de notre machine à imprimer offset a été atteint. Que les amis de la NAR qui ont su entendre l'appel un peu inquiet que je lançais ici il y a quelques semaines en soient remercié

Y.A.

3ème LISTE DE SOUSCRIPTION

H. BROUSSOLLE : 100 F - M. HIRT : 100 F - anonyme Nice : 10 F - C. CRITON : 120 F - P. JACQUES : 40 F - M. GANTOIS : 100 F - G. DEFFES : 50 F - F. BRUNET : 150 F - Anonyme Bruxelles : 50 F - une royaliste de Belgique : 300 F - N. ANCEL : 170 F - N. LUCAS : 25 F - E. FICHAUX : 200 F - de POULPIQUET : 10 F - P. BAUDOT : 180 F - Y.L. (Loiret) : 460 F - G. LUBINE : 200 F - JF LE-GOUX : 400 F - M. BOUVELET : 300 F - J. LOPEZ : 15 F - R. DELIRY : 100 F - JP et C. RICHEL : 200 F

F. LARDET : 100 F - Dr CAYOTTE : 200 F - R. LEFEVRE : 400 F - J. BANC : 200 F - JC EGLIN : 300 F - René HOSTACHE : 100 F - M. PERNOT : 120 F - E. IMBERT : 50 F - J.P.P.H. : 70 F - M. HATOY : 150 F - A. TEXIER : 50 F - J.M. GROSANGE : 300 F - Mme WIRQUIN : 50 F - R. LECHERE : 250 F - Mlle MALATERRE : 50 F - F. SITRI : 150 F - JJ BOISSEROLLE : 50 F - P. FOUREST : 200 F - GEOUFFRE de la PRADALLE : 90 F - Y. THALER : 150 F - M. SAUZET : 43 F - JJ. GERFAGNON : 150 F - P. LE CHEVALIER : 60 F - P. FRISITOT : 200 F - H. HOUZET : 90 F - M. MAURY : 250 F - D. HANCHARD : 22 F - M. BARANGER : 1500 F - Anonyme 15e : 50 F - R. PALAU : 250 F - X SICK : 50 F - R. STEIBACH : 120 F - J. CORNU : 200 F - B. GONTARD : 250 F - X.B.B. : 40 F.

TOTAL DE CETTE LISTE : 9.585 F
TOTAL GENERAL : 40.225 F

royaliste ♦

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 297.42.57.
CCP Royaliste 18 104 06 N Paris

Changement d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 4 F en timbres pour les frais.

Les illustrations et les photos de ce numéro ont été fournies par le groupe audiovisuel et sont la propriété du journal.

Directeur de la publication : Y. Aumont
imprimé en France - Diffusion NMPP
N° de commission paritaire 51700.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (35 F), 6 mois (65 F), un an (110 F), de soutien (250 F)*
(* Encadrez la formule de votre choix)

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

adieu camarades !

par
bertrand
renouvin



Inutile d'y aller par quatre chemins : le général Jaruzelski, gauleiter de la Pologne, dispose en France d'une officine de propagande qui n'est autre que la direction du Parti communiste. Je n'écris pas cela par facilité polémique, mais pour constater un fait vérifié par chacune des déclarations de Georges Marchais depuis le 13 décembre. Quelles que soient les précautions de style, celui-ci justifie, jour après jour, la répression anti-syndicale, l'interdiction des grèves, et la transformation de la Pologne en camp de travail par une junte militaire qui sert les intérêts d'une puissance impérialiste.

Tout y est. Aucun élément ne manque dans cette trahison consciente de tous les idéaux et de tous les intérêts que le Parti communiste est censé représenter. Depuis longtemps, nous savons que ce parti n'est plus révolutionnaire et qu'il n'a jamais incarné qu'une partie de la tradition du mouvement ouvrier. Depuis le 13 décembre il est évident qu'il a trahi ce mouvement et qu'il bafoue la tradition ouvrière, comme autrefois sous Staline.

COLLABORATION

Oh ! Bien sûr, le Parti communiste - et la C.G.T., qui le paraphrase - ne manqueront pas d'enrober leur propagande pro-russe de considérations élevées. MM. Marchais et Krasucki avancent un sens des «responsabilités» qui vient à point nommé leur boucher les yeux et les oreilles. Ils ne voient pas la Milice, ils n'entendent pas les appels des ouvriers polonais. Et M. Juquin peut bien déclarer que «ça lui brise le cœur» : il se console aisément avec la perspective d'une bonne «norma-

lisation», tandis que son Secrétaire général ne voit aucune trace d'intervention soviétique en Pologne. Donc la situation pourrait être pire, donc il faut accepter ce qui est : un général qui met fin au «chaos», et qui empêche, par sa paternelle présence, le déferlement des chars russes. C'est très exactement la thèse de la junte polonaise, qui reprend les arguments de toute politique de répression sociale et de collaboration avec une puissance «protectrice». Dans sa mémoire collective, sinon dans celle de son Secrétaire général, le Parti communiste pourrait facilement retrouver des analogies avec la situation de la France occupée. Pourtant il persiste. Donc il se déshonore sciemment et définitivement.

Que les militants communistes qui liront ces lignes n'y voient pas la trace d'un «anticommunisme primaire». Plus que d'autres, nous avons le droit de les écrire parce que nous avons toujours refusé de considérer les communistes comme des Français de seconde zone. Plus encore : pendant des années, nous avons espéré que le P.C. changerait, en allant jusqu'au bout de la politique de déstalinisation et de dé-russification qu'il avait amorcée. Certes, nous ne nous faisons pas d'illusions : le P.C. demeurerait, sous son masque libéral, une contre société bureaucratique dans ses méthodes et totalitaire dans son esprit. Pourtant, il y avait des signes encourageants, qu'il était de notre devoir de souligner : la reconnaissance du pluralisme partisan en 1964, la désapprobation (du bout des lèvres c'est vrai) de l'intervention russe en Tchécoslovaquie, le rapprochement avec les communistes italiens, la critique publique de l'Union soviétique et la dénonciation du Goulag nous donnaient l'espoir que le P.C. irait toujours plus loin dans la voie de la libéralisation et de la... «nationalisation» de sa politique. Oui, nous l'espérons, ce qui était tout de même moins scandaleux que la volonté, sans cesse affirmée par la droite, d'exclure de la communauté nationale un cinquième de ses membres.

Depuis 1978, cet espoir n'a cessé de décroître. Après la rupture de l'Union de la gauche, il y eut les attaques grossières contre le Parti socialiste, qui firent du

P.C. un complice objectif de Giscard d'Estaing. Puis l'approbation de l'intervention soviétique en Afghanistan, exprimée par Marchais depuis Moscou, et les campagnes racistes de l'hiver dernier. Pourtant, après le 10 mai, nous avons regardé sans indignation l'entrée des communistes au gouvernement puisque ces représentants d'un parti en déroute faisaient figure de simples comparses.

QU'ILS PARTENT

Depuis le coup de force de Jaruzelski, il n'est plus possible de considérer cette participation communiste avec détachement. Et cela malgré les déclarations très «libérales» de M. Le Pors. Celui-ci est au gouvernement sur ordre du Parti, il se reniera et le quittera quand le Parti lui en donnera l'ordre. Il n'y a donc aucun intérêt à conserver au gouvernement des hommes qui ne servent pas leur pays, mais les intérêts d'un parti redevenu l'allié inconditionnel de l'Union soviétique.

Que les socialistes ne se fassent pas d'illusions : le P.C. se sert du Pouvoir pour effacer sa défaite, mais il ne peut refaire son identité que contre la gauche socialiste. Cela signifie que le P.C. quittera le gouvernement au moment qui lui sera le plus favorable, en avançant la nécessité de «défendre les intérêts des travailleurs trahis par la social-démocratie». Cette tactique est évidente : les socialistes ne doivent pas y prêter la main mais au contraire prendre les devants et écarter les représentants de ce parti déshonoré. Tout autre calcul serait à terme dangereux, en particulier celui qui consiste à penser que la présence communiste au gouvernement garantit la paix sociale. Mieux vaut déclencher la crise au moment où les socialistes bénéficient d'un large crédit, que de la subir au moment où les effets de la désillusion se feront sentir. Il y a plus grave encore : si F. Mitterrand conservait des ministres communistes, il démontrerait que le Président de la République n'est plus libre de ses choix, mais un homme soumis à un chantage inacceptable.

Bertrand RENOUVIN
